EGYPTE-TPO: Planification d'urgence malgré le cessez-le-feu

LE CAIRE, 26 novembre 2012 (IRIN) - Les agences d'aide humanitaire présentes en Égypte mettent à jour les plans d'urgence pour se préparer à une éventuelle rupture du cessez-le-feu conclu le 21 novembre entre Israël et le Hamas, le parti au pouvoir dans la bande de Gaza.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et le Haut Commissariat des Nations Unies (HCR) se tiennent prêts à augmenter le flux d'aide humanitaire depuis l'Égypte vers Gaza, et à venir en aide aux réfugiés palestiniens qui entreraient en Égypte en cas d'échec du cessez-le-feu et de détérioration de la situation dans la bande de Gaza.

« Nous sommes prêts, mais nous espérons que cela n'arrivera pas », a dit à IRIN Mohamed Dayri, directeur du HCR en Égypte.

En l'espace de sept jours, les frappes aériennes des forces armées israéliennes et les tirs de roquette du Hamas sur Israël ont fait plus de 150 victimes palestiniennes et six victimes israéliennes.

« Des discussions sont en cours avec nos homologues égyptiens, y compris le Croissant-Rouge égyptien, pour préparer l'aide destinée à Gaza ici », a dit à IRIN Abdul Haq Amiri, directeur du bureau régional d'OCHA au Caire. « La planification d'urgence repose sur deux aspects : l'accroissement du niveau de l'aide qui doit être acheminée depuis l'Égypte vers Gaza, et la préparation à un éventuel afflux de réfugiés de Gaza ».

L'Organisation internationale des migrations (OIM), qui avait envoyé quatre médecins dans la péninsule égyptienne du Sinaï, le long de la frontière avec Gaza, avant le début des affrontements, a installé des centres de soins, distribué des équipements de santé et des médicaments à al-Arish, la ville principale du nord du Sinaï, en réponse à la demande du ministère de la Santé.

L'OIM est également venue en aide à plus de 80 migrants illégaux de Gaza qui ont été arrêtés par les autorités égyptiennes. Jusqu'au 23 novembre, 41 patients gazaouis ont été admis dans des hôpitaux égyptiens, selon un haut responsable de la santé dans le Nord-Sinaï.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a participé à l'amélioration des centres de soins santé dans la zone frontalière égyptienne, évalue actuellement la capacité de ces hôpitaux à admettre de nouveaux patients gazaouis. Elle appelle également toute organisation qui envoie des équipes médicales, des hôpitaux de campagne ou des médicaments à se coordonner avec le ministère de la Santé et l'OMS pour éviter d'envoyer une aide inutile ou non appropriée.

Donations de l'UNRWA

Suite à la signature de l'accord de cessez-le-feu, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a annoncé qu'il faisait don de 400 000 dollars de médicaments et de fournitures médicales à l'OMS afin de l'aider à approvisionner les centres de soins de santé de Gaza.

« La plupart des centres de soins de santé primaires de l'UNRWA sont restés ouverts pendant les combats, mais même avant cette récente escalade, les hôpitaux de Gaza faisaient face à de graves pénuries de médicaments et de fournitures médicales », a dit Robert Turner, directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza.

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont en discussion avec les Nations Unies afin de trouver le meilleur moyen d'envoyer de l'aide à Gaza par le poste frontalier de Rafah.

OCHA travaille avec les agences des Nations Unies pour mettre à jour les précédents plans d'urgence et s'appuie sur les leçons tirées des interventions humanitaires menées lors de la dernière grande offensive militaire israélienne, l'opération Plomb durci qui a duré 23 jours en 2008-2009.

« Les agences élaborent un plan ensemble, ainsi, s'il faut envoyer davantage d'aide, tout le monde est prêt et tout le monde sait ce qu'il a à faire »

« La planification correspond à [ce qu'il faut faire] si la situation s'aggrave, si les besoins augmentent à Gaza, si les réserves sont épuisées, et si l'accès depuis [la frontière israélienne] est limité », a dit à IRIN Samir Elhawary d'OCHA, qui participe à l'élaboration du nouveau plan d'urgence.

L'OMS distribue déjà du matériel, a-t-il dit, et d'autres agences des Nations Unies pourront fournir du matériel dans un délai de 48 heures, si nécessaire.

« Les agences élaborent un plan ensemble, ainsi, s'il faut envoyer davantage d'aide, tout le monde est prêt et tout le monde sait ce qu'il a à faire ».

Le HCR coordonne un plan d'urgence pour faire face à l'afflux éventuel de Palestiniens de Gaza en Égypte. Le plan prévoit notamment de faire pression sur le gouvernement égyptien pour que le poste frontière de Rafah reste ouvert – aux personnes et aux marchandises.

Évaluations en cours

À Gaza, l'insécurité a entravé la capacité des organisations à fournir de l'aide pendant les bombardements. Les ONG, de CARE à Oxfam en passant par Save the Children et Vision mondiale, ont suspendu leurs opérations, procédé à l'évacuation des membres du personnel international et demandé aux membres du personnel national de rester chez eux.

Save the Children s'est associé à d'autres ONG pour tenter d'évaluer les besoins humanitaires en contactant des personnes installées autour de Gaza par SMS ou par téléphone, selon la directrice régionale Annie Foster.

OCHA effectue également une évaluation rapide des besoins afin d'élaborer un appel de fonds international pour Gaza, tandis que Vision mondiale a réalisé des évaluations sur les besoins alimentaires et les besoins en matière d'abris dans le nord et dans le sud de Gaza.

L'Égypte, qui a négocié le cessez-le-feu, a également été en pointe des efforts diplomatiques entre Israël et le Hamas pour éviter une escalade de la violence, indiquent les observateurs.

« Si une intervention terrestre est lancée, les habitants voudront fuir », a dit un observateur qui a préféré garder l'anonymat. « Cela représente un défi pour le gouvernement égyptien. Le gouvernement n'a pas envie d'y faire face. Il se concentre sur la prévention du conflit ».

Bon nombre d'Égyptiens se méfient de l'arrivée d'un nombre trop important de Gazaouis sur leur territoire : ils craignent notamment que les Palestiniens soient chassés de Gaza et que le Sinaï devienne leur nouveau territoire.

Les rapports de la presse, qui évoquent l'installation éventuelle de tentes dans le nord du Sinaï, ont déclenché la colère : Sameh Seif Al Yazal, un ancien général de l'armée, a conseillé au président égyptien de ne pas accueillir les Palestiniens et a dit à la télévision : « Nous sommes censés aider les Palestiniens de Gaza, mais cela ne devrait pas se faire au détriment de notre sécurité nationale ».

ha/jj/cb-mg/amz